

Questions orales

M. Jim Peterson (Willowdale): Je suppose que le ministre, monsieur le Président, veut dire qu'il vaut mieux qu'il reste à l'étranger et que le premier ministre rentre au pays. Cela pourrait être utile.

Le 24 novembre 1988, le premier ministre a fait la promesse suivante à Toronto: «...veiller à la mise sur pied de programmes de formation et d'adaptation novateurs et généreux, qui mettent l'accent sur le bien-être du travailleur canadien et de sa famille.» Pourtant, aujourd'hui, des dizaines de milliers de Canadiens au chômage attendent de suivre des programmes de recyclage.

Quand le gouvernement actuel respectera-t-il sa promesse? Quand le gouvernement actuel commencera-t-il à assurer des programmes de recyclage professionnel à ces Canadiens au chômage afin qu'ils puissent devenir partie intégrante de l'avenir du Canada et non de son passé?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Il est assez ironique, monsieur le Président, que le parti du député se soit opposé à la Chambre, au projet de loi C-21 qui prévoyait plus de 800 millions de dollars à investir dans la main-d'oeuvre du Canada, ce qui correspond exactement à ce que demande le député.

Je peux lui dire que les responsables de la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre ont tenu leurs premières réunions hier et aujourd'hui pour trouver des moyens d'investir ces centaines de millions de dollars dans notre main-d'oeuvre et d'améliorer ses compétences ainsi que son rendement.

Ce que le député demande est déjà en train de se faire. Qu'il se réveille.

* * *

L'UNITÉ NATIONALE

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, le premier ministre suppléant citait M. d'Aquino qui appuyait le premier ministre. Or, on sait que M. d'Aquino fait partie de la délégation. N'est-ce pas le premier ministre qui a dit: «On danse avec la personne qui nous a amené.»

Ma question s'adresse au ministre chargé de l'unité nationale. Selon le premier ministre de l'Ontario, le premier ministre du Canada devrait parler au nom de tous les Canadiens et non en tant que chef du Parti conservateur.

Alors, le ministre croit-il que les gestes et les déclarations du premier ministre à l'étranger appuient ses initiatives en vue de renforcer l'unité nationale?

• (1440)

Le très hon. Joe Clark (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Oui, monsieur le Président, mais il importe, évidemment, que les Canadiens qui s'intéressent à l'unité nationale et à la solidité de l'économie lisent ce que le premier ministre a dit au lieu d'écouter les versions qu'on entend à la Chambre.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, ma question suivante s'adresse au même ministre.

Des millions de Canadiens ont entendu parler des prédictions pessimistes du premier ministre et de ses initiatives pour obtenir les votes des 4 000 réfugiés vietnamiens. Ils l'ont vu aussi dénigrer l'Ontario à Hong Kong et au Japon, puis blâmer la presse et avoir ensuite le culot de demander des excuses au premier ministre de l'Ontario.

Est-il sage que cet homme gouverne un pays, alors qu'il a si évidemment perdu le contrôle de lui-même?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je tiens à assurer au député que nous n'avons absolument rien à reprocher à l'Ontario ou aux Ontariens. Par contre, nous considérons que le gouvernement de l'Ontario se trompe complètement dans sa façon de lutter contre les problèmes économiques urgents de cette province.

Franchement, à une époque où tous les gouvernements essaient de résoudre les problèmes fondamentaux de notre économie, soit l'inflation et le déficit, l'Ontario fait figure d'exception parce que son gouvernement fait le contraire. Cela augure mal pour nous et n'attire pas les investisseurs étrangers.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale.

Il y a deux semaines, le ministre de la Défense du Canada a annoncé d'importantes compressions des dépenses pour la défense et il a déclenché une bombe à retardement qui laissait présager d'autres compressions. C'est ce qu'on appelle de la destruction massive.